Carola TOGNI, *Le Genre du chômage. Assurance chômage et division sexuée du travail en Suisse (1924-1982)*

Lausanne, Antipodes, 2015

Morgane Kuehni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13625>

DOI : 10.4000/clio.13625

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Morgane Kuehni, « Carola TOGNI, *Le Genre du chômage. Assurance chômage et division sexuée du travail en Suisse (1924-1982)* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 29 septembre 2017, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13625> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13625>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2021.

Tous droits réservés

Carola TOGNI, *Le Genre du chômage. Assurance chômage et division sexuée du travail en Suisse (1924-1982)*

Lausanne, Antipodes, 2015

Morgane Kuehni

RÉFÉRENCE

Carola TOGNI, *Le Genre du chômage. Assurance chômage et division sexuée du travail en Suisse (1924-1982)*, Lausanne, Antipodes, 2015, 375 p.

- 1 Couvrant soixante ans d'histoire, depuis l'adoption de la première loi fédérale en matière d'assurance chômage en 1924, jusqu'à la mise en œuvre de la Loi fédérale sur l'assurance chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) en 1982, l'ouvrage de Carola Togni donne à voir la genèse de l'assurance chômage sous un jour inédit, soit comme un outil de gestion sexuée du chômage et de l'emploi. Cette analyse socio-historique constitue une contribution importante à l'histoire de l'État social helvétique et plaide en faveur de l'introduction d'une perspective de genre, aujourd'hui marginale, dans ce champ scientifique. Issu d'une thèse de doctorat, le livre est organisé en cinq chapitres reprenant les moments clés de la mise en œuvre du dispositif assurantiel. Il mobilise des sources variées : législations fédérales et cantonales, statistiques, archives des associations syndicales et patronales, mais aussi discours féministes (prises de position de l'Alliance de sociétés féminines suisses (ASF), des Commissions d'agitation féminine du Parti socialiste et du Parti communiste suisses et du Mouvement de Libération des femmes (MLF) dès la fin des années 1960). La richesse des sources mobilisées constitue un apport majeur de l'ouvrage d'un point de vue théorique, car la « contribution [des femmes] au développement de la protection assurantielle est encore sujette à questionnement » (p. 12) ; mais aussi d'un point de vue méthodologique, puisque la pluralité des points de vue présentés éclaire les

consensus et les zones de tensions entre les différents acteurs et actrices selon leur position sur l'échiquier social et politique.

- 2 Recourant largement aux outils conceptuels de la sociologie, Togni définit le dispositif assurantiel comme un produit et comme un producteur des rapports sociaux (p. 19). L'auteure part de l'hypothèse que l'intervention étatique participe à la (re)définition des problèmes sociaux (la perte d'emploi, le maintien d'un niveau de vie, la sauvegarde de la famille) et à leur légitimation différentielle selon des critères de sexe, de nationalité et de statut matrimonial. La construction de l'(il)légitimité des publics selon les critères susmentionnés (re)produit la pléthore d'inégalités variables selon les périodes considérées. Les inégalités sont documentées au travers de trois angles d'analyse transversaux à l'ouvrage : les critères d'accès à l'assurance (la définition des ayants droit), le niveau des prestations (le calcul du gain assuré) et l'organisation des caisses de chômage. Togni montre que la gestion du chômage a toujours été fortement sexuée puisque, dès sa mise en œuvre, le dispositif assurantiel vise à indemniser une perte de gain dans « une préoccupation de pacification sociale » (p. 47), mais répond aussi à la « préoccupation sociale de répartir les aides en fonction des besoins présumés des personnes et des familles » (p. 83). L'analyse diachronique mobilisée met notamment en exergue les difficultés des femmes à être reconnues comme des « ayants droit » en raison des secteurs d'activités dans lesquels elles exercent une activité rémunérée (femmes de ménage, domestiques, travailleuses familiales dans l'agriculture), des formes d'emploi qu'elles occupent (travail à domicile, temps partiel) ou encore de leur faible niveau de rémunération (gain minimum fixé par le législateur pour pouvoir être indemnisées). C'est pourtant non seulement leur place sur le marché du travail qui explique leur faible intégration dans le dispositif assurantiel, mais aussi leur dépendance réelle ou présumée à l'égard d'un conjoint : dès les années 1934, les femmes mariées se voient imposer des restrictions d'accès à l'assurance chômage et elles en sont explicitement exclues de 1942 à 1945. Togni fait également une démonstration très fine des inégalités résultant des calculs différenciés du gain assuré selon le sexe et le statut matrimonial des bénéficiaires de l'assurance. L'attention portée par l'auteure aux questions d'argent donne une épaisseur très concrète aux inégalités sociales. L'explicitation systématique du calcul des montants financiers délivrés par les caisses de chômage offre un excellent exemple de la manière dont la légitimité différentielle dont bénéficient les femmes sans emploi s'objective à travers les chiffres.
- 3 Outre l'analyse du caractère discriminant du dispositif assurantiel à travers le temps, l'ouvrage vise deux autres objectifs centraux : montrer que l'assurance chômage contribue à (re)produire les rôles sexués d'une part, et analyser ses effets sur la stratification sexuée du marché du travail d'autre part. Le premier objectif est pleinement rempli. Togni montre que l'assurance est construite sur le modèle du « *male breadwinner et female carer* » et livre une analyse fournie de la manière dont le dispositif façonne les rôles sexués. Le lecteur saisit pleinement les préoccupations des autorités vis-à-vis du maintien de la valeur travail (salarie) pour les hommes, mais aussi ses craintes d'une remise en question de « la répartition des rôles au sein des foyers » (p. 23) dans les moments de récession économique. En véritable gardien des mœurs, le législateur diffuse de multiples injonctions aux femmes « à se conformer au rôle d'épouse et de mère » (p. 94) et se soucie également de remettre rapidement sur le marché du travail les femmes célibataires afin de préserver leur « morale sexuelle »

(p. 94). Les sources interrogées permettent également de comprendre comment les féministes adhèrent ou remettent en question le modèle familial traditionnel prôné par les partis bourgeois au pouvoir. De tout temps, les féministes se sont battues pour l'accès à l'emploi des femmes, mais Togni montre bien que les militantes féministes ne contestent pas la suprématie du droit à l'emploi masculin sur le droit à l'emploi féminin. Par exemple, l'auteure relève qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'assurance chômage met en place des mesures favorisant l'accès à l'emploi des hommes démobilisés au détriment des femmes. Elle mentionne un certain « fatalisme » des militantes face à ces mesures et explique leurs faibles contestations par le fait qu'elles font face à un « front assez compact, formé par les autorités politiques et les représentants patronaux et syndicaux » (p. 173). Il convient d'ajouter un argument de taille à sa démonstration : les démobilisés sont leurs maris, amants, frères ou fils et les liens affectifs tissés dans la sphère privée constituent un ressort au moins aussi puissant que les mesures législatives pour expliquer leur absence de contestation. Enfin, l'analyse de Togni met au jour l'hétérogénéité des fondements politiques et idéologiques de la lutte pour l'accès des femmes au marché du travail selon les périodes. Alors que les féministes de la première vague défendent l'accès à l'emploi comme un droit au nom de la liberté individuelle et de l'émancipation des femmes, dans les années 1950 les militantes de l'ASF et les ouvrières brandissent l'argument de la nécessité économique. L'auteure écrit qu'à cette époque, le travail salarié est « le plus souvent présenté comme un besoin économique [plutôt] que comme un droit – un besoin dont on pourrait se passer avec de meilleurs salaires masculins et une meilleure protection de la maternité » (p. 226). Ce changement de discours signe les prémisses du passage vers un nouveau modèle de société où les deux conjoints travaillent, modèle aujourd'hui encore à l'œuvre en Suisse.

- 4 L'analyse des effets de l'assurance chômage sur la stratification sexuée du marché du travail, second objectif de l'ouvrage, est en revanche moins percutante. La notion de stratification est utilisée de manière très générale et une définition aurait permis de préciser les dimensions retenues par l'auteure. Togni fait largement référence aux inégalités sexuées qui ont cours sur le marché du travail et analyse la manière dont elles se répercutent dans le domaine du chômage, mais elle développe moins l'effet inverse. Elle souligne que les offices de traitement du chômage ont toujours nourri la culture du soupçon sur la disponibilité des femmes en raison de leur assignation à la sphère privée. Elle relève également que ces offices ont toujours fait pression sur les femmes pour qu'elles acceptent des emplois moins qualifiés et les ont parfois contraintes à se réorienter contre leur gré dans des emplois de domestiques à certaines périodes de l'histoire (ce qui n'a d'ailleurs pas manqué d'indigner les féministes pour diverses raisons). L'auteure conclut son ouvrage en affirmant que les salariées bénéficient d'une moindre protection que les salariés et que l'assurance chômage « reconnaît et renforce le statut subalterne des femmes sur le marché du travail » (p. 308). Le constat est sans appel, mais quels sont les ressorts de ce renforcement ? Comment s'articulent les dimensions économiques de la stratification sociale avec ses dimensions culturelles ou symboliques ? L'ouvrage livre des pistes intéressantes d'analyses qui auraient mérité d'être davantage explorées.
- 5 Pour encourager la lecture de cet ouvrage historique brûlant d'actualité, relevons *in fine* que l'auteure livre une analyse stimulante de l'architecture normative sur laquelle repose l'assurance chômage helvétique. La diversité des sources mobilisées révèle les points de tensions, mais aussi les consensus sur lesquels se fonde le dispositif

assurantiel actuel. L'auteure mentionne la hiérarchisation des statuts (le statut de chômeur doit rester inférieur au statut de salarié), la reconnaissance des formes de travail qui donnent accès au droit (à l'intérieur du salariat, mais aussi plus largement, puisque la majorité des acteurs s'accordent sur la non-inclusion du travail domestique) ou encore le maintien des inégalités de revenus. Si le législateur se soucie de préserver la paix sociale et le maintien de la structure familiale (la paix des ménages, pourrions-nous dire), l'effort consenti ne vise en aucun cas à réduire les inégalités de classe ou de genre...

AUTEURS

MORGANE KUEHNI

Haute école de travail social et de la santé (Lausanne)